



PROCEDURE N°
DR01_IFSEM_2025_15

OBJET : **ACCORD-CADRE DE TRAVAUX DE
RENOVATION ET/OU D'ENTRETIEN DES BATIMENTS
TOUS CORPS D'ETATS**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure

☒ Appel d'offres ouvert

Date et heure limites de remise des réponses

11/05/2026 à 12h00

(Heure de Paris)

ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Délégation régionale Ile-de-France Villejuif

Adresse : 7 rue Guy Moquet
94800 Villejuif

PROFIL ACHETEUR (WEB)

Adresse internet du pouvoir adjudicateur

<http://www.cnrs.fr/>

Adresse de la plateforme de dématérialisation

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Numéro d'assistance de PLACE

+33 (0)1 76 64 74 07

Sommaire

Article I	CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE	4
1.	Procédure	4
2.	Documents de la consultation.....	4
Article II	Accès à Batiprix lors de la consultation	4
Article III	Mode l'emploi de la solution BATIPRIX	7
		10
Article IV	ALLOTISSEMENT	11
Article V	FORME DU CONTRAT	12
Article VI	LIEU(X) D'EXECUTION.....	14
Article VII	VISITE DES LOCAUX	14
Article VIII	VARIANTES	14
1.	Variante(s) à l'initiative du candidat.....	14
2.	Variante(s) à l'initiative du CNRS	14
3.	Prestations supplémentaires éventuelles (ci-après PSE).....	14
Article IX	GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES	14
Article X	SOUS-TRAITANCE.....	15
Article XI	CONTENU DES REPONSES	15
1.	Pièces relatives à la candidature	15
2.	Pièces relatives à l'offre	17
Article XII	MODALITES DE REMISE DES REPONSES.....	17
1.	Remise par voie dématérialisée.....	17
2.	Remise d'une copie de sauvegarde	18
3.	Délais de validité des offres.....	19
Article XIII	SIGNATURE DES DOCUMENTS.....	19
1.	Généralités.....	19
2.	Signature électronique.....	20
4.	Rematéralisation et signature du marché.....	20
Article XIV	MODALITES DE SELECTION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES	21
1.	Sélection des candidatures	21
2.	Critères de sélection des offres	21
Article XV	PIECES A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE.....	25
1.	Pour tous les candidats	25
2.	Pour les candidats établis en France.....	25

3.	Pour les candidats établis à l'étranger	26
Article XVI	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	27
1.	Modalités de communication entre le CNRS et les candidats	27
2.	Modification des documents remis aux candidats	27
3.	Questions des candidats.....	28
4.	Notification	28

Article I CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

La présente consultation a pour objet :

La présente consultation se déroule selon les règles qui sont décrites dans l'avis d'appel à la concurrence d'une part et dans le présent règlement de la consultation (RC) d'autre part.

1. PROCEDURE

La présente consultation est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

2. DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Les pièces suivantes constituent les documents de la consultation :

- ✎ L'avis d'appel public à la concurrence ;
- ✎ Le présent règlement de la consultation ;
- ✎ Le Document Unique de Marché Européen (DUME) au format xml ;
- ✎ Le formulaire de lettre de candidature (DC1) ;
- ✎ Le formulaire de déclaration du candidat (DC2) ;
- ✎ L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes ;
- ✎ Les annexes financières des lots n°1 à 15 ;
- ✎ L'annexe n°1 relative aux indices de révision de prix ;
- ✎ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- ✎ Le Cahier des clauses techniques communes (CCTC) à l'ensemble des lots ;
- ✎ L'acte d'engagement du marché subséquent ;
- ✎ Le modèle de lettre de consultation ;
- ✎ L'annexe des travaux d'entretien courant ;
- ✎ Le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4), le cas échéant ;

Le cas échéant, ces pièces sont accompagnées des annexes qui y sont mentionnées.

L'acte d'engagement (ATTRI1) sera établi par le CNRS et transmis pour signature, en fin de procédure, à l'attributaire pressenti. Il n'est donc pas demandé aux candidats d'en créer un.

Article II Accès à Batiprix lors de la consultation

La présente consultation comporte 15 lots. Ces 15 lots sont répartis en deux types de lots car comportant différentes formes de bordereaux de prix unitaires.

Les lots sont répartis de la façon suivante :

<u>Lots</u>	<u>Type de bordereaux de prix</u>
Pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, & 14 et 15	BPU établis uniquement sur un ou plusieurs corps d'état BATIPRIX

Pour le lot 13

BPU traditionnel à chiffrer prix par prix → la liste de prix est établie sur la liste d'ouvrages BATIPRIX du CE 61

Ainsi, pour les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, & 14 et 15, les candidats souhaitant répondre à la présente consultation devront répondre en prenant en compte les séries de prix des corps d'état BATIPRIX. Pour le lot 13, les candidats chiffreront les prestations ouvrage / ouvrage du corps d'état (CE) 61 de BATIPRIX.

Pour répondre à cet appel d'offre et à la partie financière pour les lots concernés, la consultation du site web Batiprix est gratuite, le temps de la publication.

La consultation se fait via le contact de Batiprix au numéro 01.79.06.73.00 ou bien directement par le lien suivant : <https://www.batiprix.com/web/539-ao-cnrs.html>

Mode d'emploi :

1. L'entreprise consulte la page
2. Elle rajoute le produit au panier, et valide son panier en appuyant sur « Commander » :



1. Après validation du panier, l'entreprise est invitée à créer un compte et à remplir différents champs d'informations (adresse, téléphone...). Tous les champs doivent être remplis.

1

INFORMATIONS PERSONNELLES

Créez votre compte | Connexion

Titre

☐ M
☐ Mme

Prénom

Seules les lettres et le point (.), suivi d'un espace, sont autorisés.

Nom

Seules les lettres et le point (.), suivi d'un espace, sont autorisés.

E-mail

Mot de passe

MONTREZ

Raison sociale

1 article

Afficher les détails ▾

Sous-total

0,00 €

Livraison

gratuit

Total (HT)

0,00 €

Total TTC

0,00 €

Vous avez un code promo ?

Garanties sécurité

Paieement 100% sécurisé par CB via Mercanet | BNP Paribas

Le produit étant gratuit, il est normal que le montant du panier soit à zéro.

- Une fois le compte utilisateur créé et les informations du compte intégralement remplies, un email est envoyé automatiquement avec le lien de connexion vers Batiprix Web ainsi que la procédure de personnalisation du mot de passe de l'utilisateur ayant fait la demande. Il n'y a pas de restriction sur le nombre d'utilisateurs par entreprise.
- L'accès est ouvert immédiatement pour la durée de la consultation.
- Pour des raisons de simplification, les soumissionnaires auront accès à tous les corps d'état de Batiprix pour pouvoir répondre aux lots qui les intéressent sans être obligé de faire une demande par lot.

Par la suite, dans le cadre de l'exécution des lots 1 à 12 et 14 à 15, basés sur les catalogues BATIPRIX, les titulaires devront contracter directement auprès de l'éditeur, pendant toute la durée des marchés, un abonnement annuel. Le coût de cet abonnement annuel est à la charge du titulaire, et représente environ 260 € HT pour un lot BATIPRIX (un lot BATIPRIX regroupe plusieurs corps d'état BATIPRIX).

Une fois sur la page, le candidat se connecte, en rentrant son identifiant et son mot de passe (ceux inscrits lors de la création du compte).

Puis pour accéder à l'outil BATIPRIX, le candidat clique sur « Se connecter ».



Article III Mode l'emploi de la solution BATIPRIX

Une fois sur la page d'accueil de BATIPRIX, cliquer sur « Parcourir la nomenclature », en haut à droite de la page d'accueil. Cela vous permet ainsi d'accéder à l'ensemble des corps d'état BATIPRIX.

Chaque corps d'état est ensuite composé :

- ⇒ de catégories,
- ⇒ elles même composées d'ouvrages. Un ouvrage correspond à un article, à un prix pour une prestation donnée.

Les lots de la présente consultation peuvent ainsi être composés d'un ou plusieurs corps d'état BATIPRIX. Ces corps d'état sont portés au BPU de chaque lot considéré.

Pour exemple, nous pouvons considérer le lot 03 de la présente consultation, relatif à des travaux de menuiserie extérieure, store et fermeture. Dans ce cadre, son BPU est constitué des corps d'état BATIPRIX suivants :

<u>Lot n°03</u>	<u>Menuiserie extérieure – store et fermeture</u>
CN - Ouvrages communs tce	
Corps d'état : 41 – Menuiserie extérieure	
Corps d'état : 44 – Store et fermeture	

Dans ce cadre-là, le candidat qui souhaiterait répondre à ce lot, doit consulter la nomenclature de prix de chaque corps d'état précités, analyser les prix des ouvrages BATIPRIX, et en conséquence proposer au BPU correspondant un pourcentage de rabais ou de majoration par corps d'état :

<u>Lot n°03</u>	<u>Menuiserie extérieure – store et fermeture</u>	<u>%rabais ou coefficient de majoration proposé par le candidat et appliqué sur le prix "Fournitures et mise en œuvre" de Batiprix millésime 2025</u>
CN - Ouvrages communs tce		
Corps d'état : 41 – Menuiserie extérieure		
Corps d'état : 44 – Store et fermeture		

Pour consulter un corps d'état, une fois sur la nomenclature BATIPRIX, le candidat choisi le corps d'état qu'il souhaite consulter :

Sélectionnez un corps d'état

Sélectionnez d'abord un corps d'état pour ensuite consulter ses catégories et trouver un ouvrage.

Ouvrages	Macro-ouvrages	
↑ 01. ■ GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE		Q ⌵
△ 02. ■ PLATRERIE (PLAQUE DE PLATRE)		Q ⌵
△ 10. ■ VRD		Q ⌵
↓ 12. ■ ESPACE VERT - AMENAGEMENT EXTERIEUR		Q ⌵
▲ 17. ■ CHARPENTE - BARDAGE ET COUVERTURE METALLIQUE		Q ⌵
T 20. ■ COUVERTURE - ZINGUERIE		Q ⌵
⌵ 25. ■ ETANCHEITE		Q ⌵
↓ 28. ■ PLOMBERIE - SANITAIRE		Q ⌵
⌵ 32. ■ CHAUFFAGE		Q ⌵
⌵ 34. ■ VENTILATION		Q ⌵
⌵ 35. ■ CLIMATISATION		Q ⌵

Une fois le corps d'état sélectionné, les catégories comprises dans le corps d'état apparaissent :

↑ 01. ■ GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE	Q ⌵
△ 02. ■ PLATRERIE (PLAQUE DE PLATRE)	Q ⌵
↳ 02.01. □ MAIN-D'ŒUVRE DU CORPS D'ETAT PLATRERIE (PLAQUE DE PLATRE)	Q
↳ 02.05. □ CLOISON ALVEOLAIRE EN PANNEAUX PREFABRIQUES	Q
↳ 02.08. ■ CLOISON PLAQUE DE PLATRE SUR OSSATURE	Q
↳ 02.09. ■ CLOISON DE COMPARTIMENTAGE	Q
↳ 02.11. ■ CONTRE-CLOISON - DOUBLAGE	Q
↳ 02.17. ■ SOL CHAPE SECHE	Q
↳ 02.22. ■ PLAFOND PLAQUE DE PLATRE SUR OSSATURE METALLIQUE	Q
↳ 02.39. ■ CONDUIT DE VENTILATION - DESENFUMAGE	Q
△ 10. ■ VRD	Q ⌵
↓ 12. ■ ESPACE VERT - AMENAGEMENT EXTERIEUR	Q ⌵
▲ 17. ■ CHARPENTE - BARDAGE ET COUVERTURE METALLIQUE	Q ⌵
T 20. ■ COUVERTURE - ZINGUERIE	Q ⌵

Puis le candidat peut ouvrir chaque catégorie afin d'arriver au niveau des ouvrages de prix :

↑ 01. ■ GROS ŒUVRE - MAÇONNERIE	Q	⌵
▲ 02. ■ PLATRIERIE (PLAQUE DE PLÂTRE)	Q	⌵
└ 02.01. □ MAIN-D'ŒUVRE DU CORPS D'ÉTAT PLATRIERIE (PLAQUE DE PLÂTRE)	Q	
└ 02.05. □ CLOISON ALVEOLAIRE EN PANNEAUX PREFABRIQUES	Q	
└ 02.08. ■ CLOISON PLAQUE DE PLÂTRE SUR OSSATURE	Q	
└└ 02.08.03. ■ CLOISON STANDARD	Q	
└└└ 02.08.03.03. □ Cloison constituée de 2 plaques de plâtre de 13 mm	Q	
└└└ 02.08.03.06. □ Cloison constituée de 2 plaques de plâtre de 15 mm	Q	
└└└ 02.08.03.09. □ Cloison constituée de 2 plaques de plâtre de 18 mm	Q	
└└└ 02.08.03.12. □ Cloison constituée de 4 plaques de plâtre de 13 mm	Q	
└└ 02.08.06. ■ CLOISON ACOUSTIQUE	Q	
└└ 02.08.09. ■ CLOISON SEPARATIVE DE LOGEMENTS	Q	

Une fois à ce niveau, vous disposez du prix par ouvrage et de sa composition :

Désignation	Unité	Déboursé sec HT	Prix de vente HT	
02. PLATRIERIE (PLAQUE DE PLATRE)				
02 17. SOL CHAPE SECHE  Plus d'infos				
02 17 03. AVEC PLAQUE DE PLATRE TRES HAUTE DENSITE				
 02 17 03 00 00 003 Chape sèche 2 plaques ép. 13 mm	m²	72.52 €	105,15 €	
Description : Fourniture et mise en œuvre de chape sèche constituée de 2 plaques de plâtre bords francs de 1200 x 900mm, compris coupes, ajustage et collage.			  	
Détails :				
Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire	Déboursé sec HT
Main-d'œuvre	heure	0.500	33,16 €	16.58€
Colle pâte	kg	0.450	4,96 €	2.23 €
Panneau sol	m²	2.100	21,15 €	44,42 €
Sous-couche acoustique	m²	1.150	7,52 €	8,65 €
Vis	u	8.000	0,08 €	0,64 €

Le pourcentage de rabais ou de majoration proposé par le candidat vaut pour l'ensemble des prix contenus dans le corps d'état, et ce, sur la base du prix de vente € HT de chaque ouvrage. Ce pourcentage est contractuel et est porté sur le BPU correspondant.

Il peut arriver que le pourcentage de rabais ou de majoration soit demandé sur un chapitre spécifique d'un corps d'état donné, dans ce cas-là le pourcentage de rabais ou de majoration proposé par le candidat vaut pour l'ensemble des prix contenus dans le le chapitre spécifique du corps d'état donné, et ce, sur la base du prix de vente € HT de chaque ouvrage contenu dans ledit chapitre.

Article IV ALLOTISSEMENT

Le marché est alloté : ☒ Oui ☐ Non

Les prestations du présent accord-cadre sont réparties en **15 lots** se décomposant comme suit :

<u>Numéro du lot</u>	<u>Objet du lot</u>	<u>Montant maximum sur 2 ans</u>	<u>Montant estimé par lot sur 2 ans (non contractuel)</u>
<u>1</u>	<u>Gros Œuvre - Revêtement Extérieur - Ravalement peinture</u>	<u>6 650 000</u>	<u>3 325 000</u>
<u>2</u>	<u>VRD - Espaces verts - Aménagement extérieur</u>	<u>4 400 000</u>	<u>2 200 000</u>
<u>3</u>	<u>Menuiserie extérieure - Store et fermeture</u>	<u>2 000 000</u>	<u>1 000 000</u>
<u>4</u>	<u>Métallerie</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>
<u>5</u>	<u>Plâtrerie (plaque de plâtre) – Menuiseries Intérieures</u>	<u>2 400 000</u>	<u>1 200 000</u>
<u>6</u>	<u>Agencement Intérieur</u>	<u>1 200 000</u>	<u>600 000</u>
<u>7</u>	<u>Peinture - Revêtement Intérieur - Revêtement de sol (sauf carrelage)</u>	<u>1 200 000</u>	<u>600 000</u>
<u>8</u>	<u>Charpente - Bardage et couverture métallique - Charpente et Ossature bois</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>
<u>9</u>	<u>Chauffage, ventilation, climatisation – Plomberie sanitaire</u>	<u>18 000 000</u>	<u>9 000 000</u>
<u>10</u>	<u>Electricité (CFA/CFO)</u>	<u>4 300 000</u>	<u>2 150 000</u>
<u>11</u>	<u>Etanchéité - Couverture zinguerie</u>	<u>3 900 000</u>	<u>1 950 000</u>
<u>12</u>	<u>Vitrerie - Miroiterie -Carrelage et revêtement mural</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>
<u>13</u>	<u>Désamiantage – Déplombage</u>	<u>1 000 000</u>	<u>500 000</u>
<u>14</u>	<u>Curage</u>	<u>1 200 000</u>	<u>600 000</u>
<u>15</u>	<u>Plomberie Sanitaire</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>

Les candidats peuvent remettre une offre pour :

Un seul lot : ☐

Plusieurs lots : ☒

La consultation prévoit un nombre maximum de lots pouvant être attribués à un même soumissionnaire :

☐ Oui ☒ Non

Nomenclatures CPVC

45232460	Travaux d'installations sanitaires
45262660	Travaux de désamiantage
45310000	Travaux d'équipement électriques
45330000	Travaux de plomberie
45331000	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
45410000	Travaux de plâtrerie
45421000	Travaux de menuiserie
45421100	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
45421140	Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres
45421141	Travaux de cloisonnement
45421143	Travaux d'installation de stores
45431000	Carrelages

Article V FORME DU CONTRAT

Chaque lot correspond à un accord-cadre passé en application des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 et R2121-8 du Code de la commande publique. Cet accord cadre est :

☐ **Mono attributaire (conclu avec un seul opérateur économique)**

☒ **Multi attributaire (conclu avec plusieurs opérateurs économiques)**

Cet accord-cadre est exécuté par :

☐ **Bon(s) de commande uniquement**

☒ **Marché(s) subséquent(s) uniquement**

☐ **Bon(s) de commande et marché(s) subséquent(s)**

Il s'agit d'un accord-cadre :

☐ **Avec un minimum et un maximum**

☐ **Avec un minimum et sans maximum**

☒ **Sans minimum et avec un maximum**

☐ **Sans minimum ni maximum**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est celle d'un accord-cadre multi-attributaires à prix unitaires.

La forme des marchés subséquents par défaut est ordinaire à prix global et forfaitaire sauf mention contraire dans la lettre de consultation (en cas de remise en concurrence).

L'attribution des marchés subséquents se fait **après visite obligatoire des locaux**.

Le service bénéficiaire se réserve la faculté de remettre en concurrence les titulaires pour les travaux présentant une enveloppe prévisionnelle supérieure à 40 000 €.

- Le montant maximum de chaque accord-cadre est fixé à :

<u>Numéro du lot</u>	<u>Objet du lot</u>	<u>Montant maximum sur 2 ans</u>	<u>Montant estimé par lot sur 2 ans (non contractuel)</u>
<u>1</u>	<u>Gros Œuvre - Revêtement Extérieur - Ravalement peinture</u>	<u>6 650 000</u>	<u>3 325 000</u>
<u>2</u>	<u>VRD - Espaces verts - Aménagement extérieur</u>	<u>4 400 000</u>	<u>2 200 000</u>
<u>3</u>	<u>Menuiserie extérieure - Store et fermeture</u>	<u>2 000 000</u>	<u>1 000 000</u>
<u>4</u>	<u>Métallerie</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>
<u>5</u>	<u>Plâtrerie (plaque de plâtre) - Menuiseries Intérieures</u>	<u>2 400 000</u>	<u>1 200 000</u>
<u>6</u>	<u>Agencement Intérieur</u>	<u>1 200 000</u>	<u>600 000</u>
<u>7</u>	<u>Peinture - Revêtement Intérieur - Revêtement de sol (sauf carrelage)</u>	<u>1 200 000</u>	<u>600 000</u>
<u>8</u>	<u>Charpente - Bardage et couverture métallique - Charpente et Ossature bois</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>
<u>9</u>	<u>Chauffage, ventilation, climatisation – Plomberie sanitaire</u>	<u>18 000 000</u>	<u>9 000 000</u>
<u>10</u>	<u>Electricité (CFA/CFO)</u>	<u>4 300 000</u>	<u>2 150 000</u>
<u>11</u>	<u>Etanchéité - Couverture zinguerie</u>	<u>3 900 000</u>	<u>1 950 000</u>
<u>12</u>	<u>Vitrerie - Miroiterie -Carrelage et revêtement mural</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>
<u>13</u>	<u>Désamiantage – Déplombage</u>	<u>1 000 000</u>	<u>500 000</u>
<u>14</u>	<u>Curage</u>	<u>1 200 000</u>	<u>600 000</u>
<u>15</u>	<u>Plomberie Sanitaire</u>	<u>600 000</u>	<u>300 000</u>

Article VI LIEU(X) D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des travaux est situé en Ile-De-France.

L'adresse d'exécution des travaux est précisée dans chaque marché subséquent.

A titre informatif, la liste des bâtiments dont le CNRS est propriétaire en Ile-De-France figure en annexe n°1 du CCAP Commun.

Article VII VISITE DES LOCAUX

Sans objet

Toutefois, l'attribution des marchés subséquents intervient **après visite obligatoire des locaux**.

Article VIII VARIANTES

1. VARIANTE(S) A L'INITIATIVE DU CANDIDAT

La présentation d'une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du candidat est :

☒ **Interdite** *(Si une ou plusieurs variantes sont proposées, ces dernières ne seront pas prises en compte. Seule l'offre de base sera analysée à l'expresse condition que celle-ci soit identifiable. Si tel n'est pas le cas, toutes les offres seront rejetées.)*

☐ **Autorisée**

Toutefois, les marchés subséquents pourront comporter des PSE/variantes facultatives et/ou obligatoires. Le recours à des PSE ou variantes sera indiqué expressément dans le mail comportant la définition du besoin objet du marché subséquent ou précisé dans la lettre de consultation en cas de remise en concurrence des titulaires.

2. VARIANTE(S) A L'INITIATIVE DU CNRS

La consultation prévoit une ou plusieurs variante(s) à l'initiative du CNRS : ☐ **Oui** ☒ **Non**

3. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (CI-APRES PSE)

Sans objet.

Article IX GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES

Les candidats peuvent présenter leur offre sous forme de groupement conjoint ou solidaire, conformément aux dispositions des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membre du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ou l'accord cadre.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché ou de l'accord cadre.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Toutefois, les candidats sont informés qu'il leur est interdit de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;

Le mandataire du groupement attributaire sera contraint d'assurer sa transformation : mandataire solidaire.

Il est interdit aux entreprises de présenter plusieurs offres en qualité de membre de plusieurs groupements

Article X SOUS-TRAITANCE

Les candidats ont la possibilité de sous-traiter une partie des prestations du marché ou de l'accord cadre objet de la présente consultation sous réserve de se conformer strictement aux dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, à l'article L2193-3 et R2193-1 à R2193-4 Du Code de la commande publique.

Pour tous les lots, la prestation essentielle suivante ne peut pas être sous-traitée par le titulaire :

- L'encadrement de chantier

Pour les lots 1, 2, 3, 5, 9, 10 et 13, les prestations essentielles suivantes ne peuvent pas être sous-traitées par le titulaire :

- Les études d'exécution, sauf mention contraire lors de la passation du marché subséquent.

Article XI CONTENU DES REPONSES

1. PIECES RELATIVES A LA CANDIDATURE

A l'appui de sa candidature, le candidat transmet les éléments permettant d'apprécier sa capacité juridique ainsi que ses capacités professionnelle, technique et financière.

Les entreprises ayant moins de trois ans d'existence prouveront, par tout moyen, qu'elles possèdent les capacités professionnelles, techniques et financières requises.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

1.1. Présentation de la candidature

Pour présenter sa candidature, le candidat peut utiliser :

- **Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) renseigné en ligne sur la plateforme PLACE.**

Les candidats peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

- **Soit les pièces suivantes :**
 - Une lettre de candidature établie à partir du formulaire DC1, joint au dossier de consultation dûment renseigné par le candidat ;
 - La déclaration du candidat établie à partir du formulaire DC2, joint au dossier de consultation, dûment renseigné par le candidat ;

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

1.2. Renseignements complémentaires à fournir par le candidat

Le candidat fournit en complément les informations suivantes :

- Si le candidat est en redressement judiciaire, il fournit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années indiquant le montant, l'année et le maître d'ouvrage,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants, ou tout moyen de preuve équivalent.
 - Pour le lot n°13 a minima une des qualifications suivantes :
 - QUALIBAT 1552
 - AFNOR Traitement de l'amiante
 - Global Certification amiante

NB :

En cas de candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques, tous les documents mentionnés ci-dessus doivent être fournis par chaque membre du groupement ou par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Lorsque le candidat souhaite que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, notamment en cas de sous-traitance, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché ou de l'accord cadre. Il lui est donc fortement recommandé de présenter les sous-traitants dans le cadre de sa candidature.

Dans ce cas, le candidat fournit, pour chaque sous-traitant :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder

- aux marchés publics ;
- Les capacités professionnelles techniques et financières du sous-traitant ;
- le formulaire **DC4**, renseigné, disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

2. PIECES RELATIVES A L'OFFRE

A l'appui de son offre, le soumissionnaire transmet *a minima* :

- Par lot (à l'exception du lot n°13), l'annexe financière à l'acte d'engagement composée :
 - o D'une partie bordereau des prix unitaires (Item n°1)
 - o D'une partie « solution hors bordereau » (Item n°2)
- Pour le lot n°13 uniquement : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cadre de réponse technique du lot concerné ;

La soumissionnaire joindra les documents relatifs à son offre en langue française. Toutefois, le CNRS acceptera que la documentation technique fournie par le soumissionnaire soit rédigée en langue anglaise.

Article XII MODALITES DE REMISE DES REPONSES

La date limite de remise des réponses est indiquée sur la page de garde

1. REMISE PAR VOIE DEMATERIALISEE

Le candidat remet sa candidature et son offre de manière dématérialisée uniquement sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Un guide d'utilisation à destination des candidats est disponible sur le site dans l'onglet « aide ». En cas de difficultés, il est possible de contacter le support « clients » par courrier électronique à l'adresse suivante : place.support@atexo.com.

1.1. Certificat électronique

La personne qui signe les documents utilise un certificat conforme au référentiel général de sécurité (RGS) approuvé par l'arrêté du 13 juin 2014 ou répondant à des spécifications équivalentes. La plateforme de dématérialisation PLACE peut accepter tous ces certificats.

Le certificat utilisé par le candidat pour remettre sa candidature et son offre doit être conforme à l'un des trois niveaux du RGS (*, **, ***) ou présenter des conditions de sécurité équivalentes au RGS ou supérieures.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont répertoriées :

- En France : sur le site de l'organisme de certification LSTI, conformément au décret n° 2010-112 du 2 février 2010 : <http://www.lsti-certification.fr>
- Dans un autre État membre de l'Union européenne : en fonction du pays de délivrance du certificat, sur la liste de confiance déclarée par chacun des états membres accessible à l'adresse : https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf

Si le certificat choisi n'est pas répertorié sur l'une des listes susmentionnées ou s'il génère une alerte sur la plateforme PLACE, le candidat fournit au CNRS tous les éléments permettant de vérifier la conformité de son certificat avec le RGS, notamment la procédure de vérification.

1.2. Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt susmentionnées, sera considéré comme remis hors délai.

La date et l'heure prises en compte pour la remise des réponses sont celles données par la plateforme PLACE à réception des documents envoyés par le candidat.

1.3. Format des fichiers

Les formats compatibles avec le système informatique du CNRS sont les suivants :

.doc ; .xls ; .ppt ; .pdf ; .rtf, .zip, .docx, .xlsx, .pptx ;

Le candidat est invité à :

- Le cas échéant, transmettre le bordereau de prix au format .xls ou .xlsx (.doc ou .docx ou .pdf) et le cadre de sa réponse technique au format .doc, .docx (ou .pdf) ;
- Ne pas utiliser de fichiers exécutables .exe ;
- Ne pas utiliser de macros ;
- Ne pas utiliser de liaisons de données dans ses documents.

1.4. Sécurité et confidentialité des réponses

La sécurité des transactions est garantie par l'utilisation d'un réseau sécurisé (https).

La confidentialité des informations contenues dans les réponses envoyées par voie dématérialisée est garantie par le chiffrement des fichiers transmis.

L'intégrité des documents est garantie par la signature électronique.

1.5. Anti-virus

Le candidat s'assurera avant l'envoi de son pli et/ou de son support physique électronique que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de la réponse.

Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu, et le candidat en sera averti grâce aux renseignements saisis lors de son identification.

2. REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique destinée à se substituer, en cas d'anomalies, aux dossiers des candidatures et des offres transmis par voie électronique.

Aussi, en complément de sa réponse remise conformément aux modalités prévues à l'article XI.1, le candidat peut transmettre au CNRS une copie de sauvegarde, sur support physique papier ou électronique (dans un format de fichier largement disponible).

Cette copie doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des réponses. La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« Copie de sauvegarde - NE PAS OUVRIR »

Accord-cadre de Travaux de rénovation et/ou d'entretien des bâtiments tous corps d'états

Lot X
Délégation Ile-de-France Villejuif
Pôle achats IFSeM
7 rue Guy Môquet
94 800 Villejuif

Cette copie peut être :

- Soit expédiée par courrier (l'usage du recommandé avec demande d'acté de réception est ici préconisé) à l'adresse mentionnée ci-dessus.
- Soit remise en mains propres contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus.

En cas de remise du pli en mains propres, l'attention des candidats est appelée sur le fait que la remise des plis dans les locaux du CNRS s'effectue du lundi au vendredi de **9h00 à 16h00** (heures françaises), sauf week-end, jours fériés.

Les plis contenant les copies de sauvegardes qui n'auront pas nécessité d'ouverture seront détruits par le CNRS à l'issue de la procédure de passation du marché.

Tout retard dans l'arrivée de la copie de sauvegarde dû à la défaillance d'un transporteur ne saurait engager la responsabilité du CNRS mais du seul transporteur.

Les candidats sont donc invités, s'ils entendent transmettre leur copie de sauvegarde par voie postale, de les confier au transporteur de leur choix dans les délais lui permettant de remettre le pli avant la date et l'heure limites.

Le CNRS délivrera un récépissé daté et signé, mentionnant l'horaire précis du dépôt. Seul ce document transmis au transporteur lors de la réception de la copie de sauvegarde fait foi pour justifier du dépôt dans les délais fixés.

3. DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres **est de 9 mois** à compter de la date limite fixée pour leur réception.

En répondant à la consultation, le soumissionnaire s'engage à maintenir son offre pendant ce délai.

Si l'attribution du marché n'est pas effectuée dans ce délai, le CNRS pourra demander aux candidats la prolongation de la validité de leur offre.

Dans le cas où il n'est pas donné suite à l'appel d'offres, le soumissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Article XIII SIGNATURE DES DOCUMENTS

1. GENERALITES

La signature des pièces pour lesquelles cela est requis n'est exigée que de l'attributaire pressenti, à la demande du CNRS.

Le candidat n'est donc pas tenu de signer son offre au moment de sa remise. Cependant, le seul dépôt de l'offre, même non signée, vaut engagement de la part du candidat à signer ultérieurement le marché qui lui sera attribué.

Chaque candidat peut toutefois souhaiter signer les pièces remises plus tôt dans le déroulement de la procédure.

La signature doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat. Cette personne est :

- Soit le représentant légal du soumissionnaire,
- Soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du soumissionnaire (les soumissionnaires doivent joindre la délégation correspondante).

La signature du marché peut être électronique ou manuscrite.

2. SIGNATURE ELECTRONIQUE

Le candidat peut utiliser l'outil de signature électronique mis à disposition sur la plateforme PLACE ou utiliser l'outil de son choix.

Si le candidat a recours à l'outil de signature proposé par la plateforme, il est dispensé de fournir la procédure de vérification de la signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui de la plateforme, il doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

La signature est, de préférence, aux formats XAdES, CAdES ou PAdES.

ATTENTION :

Pour pouvoir faire une réponse électronique, l'entreprise doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme (disponibles sur la plateforme après son inscription). L'utilisation de la plateforme pouvant nécessiter un temps d'adaptation, il est vivement recommandé aux candidats de prévoir un délai laissant une marge suffisante pour transmettre leur réponse dématérialisée avant l'heure de clôture de la consultation (notamment en cas de connexion internet fluctuante ou de fichiers volumineux).

L'obtention d'un certificat électronique peut prendre plusieurs jours. Ce certificat électronique doit être associé à une personne dûment habilitée à engager la société du candidat.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que chaque pièce pour laquelle la signature est requise doit être signée électroniquement. La signature d'un fichier ZIP ne vaut pas signature des pièces qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Afin de satisfaire aux obligations fixées ci-dessus, le candidat établi dans un Etat autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

4. REMATERIALISATION ET SIGNATURE DU MARCHE

Le CNRS est susceptible d'exiger la rematérialisation du marché avant sa signature manuscrite en original.

4.1. Réponse dématérialisée non signée électroniquement

Dans cette hypothèse, l'attributaire sera invité, avant signature par le CNRS, à fournir un exemplaire physique de chacune des pièces constitutives de la candidature et de l'offre pour lesquelles une signature originale est requise.

La signature originale apposée sera alors une signature manuscrite émanant d'une personne habilitée à engager le soumissionnaire.

4.2. Réponse dématérialisée signée avec un certificat valide

Dans cette hypothèse, seul le document valant acte d'engagement et les éventuels marchés subséquents seront rematérialisés et devront être signés manuscritement par une personne ayant capacité à engager le soumissionnaire.

Article XIV MODALITES DE SELECTION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

L'ouverture des plis n'est pas publique ; les candidats n'y sont pas admis.

Le CNRS se réserve la possibilité, conformément aux dispositions de l'article R2161-4 du Code de la commande publique, d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans ce cas, si l'analyse de la candidature de l'attributaire pressenti conduit à constater qu'il n'a pas justifié la régularité de sa situation administrative ou qu'il n'a pas démontré ses capacités professionnelles, techniques et financières, son offre est rejetée. La même vérification est alors effectuée en ce qui concerne le soumissionnaire dont l'offre est classée immédiatement après la sienne. Si nécessaire, cette procédure est reproduite tant qu'il subsiste des offres classées.

1. SELECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le CNRS constate que des pièces dont la production est réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter les documents et informations transmis.

A l'issue de cette phase éventuelle, seuls les candidats habilités à candidater aux marchés publics et présentant des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes sont admis.

Les candidats peuvent fournir tous documents équivalents aux documents indiqués à l'article XI.1 ci-dessus pour attester de leurs niveaux de capacités.

Les candidats reconnaissent être informés qu'en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques constitué en application des articles R2142-19 et R2142-20 du Code de la commande publique, la capacité financière et technique à exécuter le marché est appréciée de manière globale, pour l'ensemble des membres du groupement. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement dispose du niveau minimum de capacité financière, professionnelle et technique définis ci-dessus.

À cette fin, chaque candidat indiquera, dans le dossier de candidature un numéro de télécopieur et une adresse courriel auxquels la demande pourra lui être adressée le cas échéant. Si la demande est faite par courriel, elle transitera par la plateforme de dématérialisation utilisée par le CNRS.

2. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

L'attention des candidats est appelée sur le fait que les offres inappropriées, inacceptables ou irrégulières seront éliminées.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Toutefois, le CNRS peut décider d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, si elles ne sont pas anormalement basses.

Conformément aux articles R2152-7 et L2152-7 du Code de la commande publique, le CNRS choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, en fonction des critères pondérés suivants :

Tous les lots à l'exception des lot n°7 « Peinture – Revêtement intérieur – Revêtements de sol », n°12 « Vitrerie – Miroiterie – Carrelage et Revêtement mural » et n°13 « Désamiantage et déplombage » :

Critères	Pondération
Critère n°1 : Technique	45 points
Sous-critère n°1 : Garanties apportés en termes de moyens humains, techniques et organisation pour la réalisation des études des différents marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	10 points
Sous-critère n°2 : Garanties apportées en termes de moyens humains, techniques et organisation pour la réalisation des travaux des marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	25 points
Sous-critère n°3 : Garanties apportées en termes de propositions logistiques et administratives pour respecter les délais d'exécution ainsi que la chaine d'approvisionnement pour faire face à la réalisation simultanée des marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Sous-critère n°4 : Garanties apportées pour la prise en compte de la coactivité (au sein du chantier et avec le site) <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Critère n°2 : Environnement	10 points
Sous-critère n°1 : Garanties apportées en matière de qualité environnementale des matériaux <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points

Sous-critère n°3 : Garanties apportées en matière de traitement des déchets <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Critère n° 3 : Prix	45 points
<i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'Item n°1 de la pièce financière (BPU)</i>	40 points
<i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'Item n°2 de la pièce financière (coefficient de marge de la solution hors bordereau)</i>	5 points

Pour les lots n°7 « Peinture – Revêtement intérieur – Revêtements de sol » et n°12 « Vitrerie – Miroiterie – Carrelage et Revêtement mural »:

Critères	Pondération
Critère n°1 : Technique	40 points
Sous-critère n°1 : Garanties apportés en termes de moyens humains, techniques et organisation pour la réalisation des études des différents marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Sous-critère n°2 : Garanties apportées en termes de moyens humains, techniques et organisation pour la réalisation des travaux des marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	25 points
Sous-critère n°3 : Garanties apportées en termes de propositions logistiques et administratives pour respecter les délais d'exécution ainsi que la chaine d'approvisionnement pour faire face à la réalisation simultanée des marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Sous-critère n°4 : Garanties apportées pour la prise en compte de la coactivité (au sein du chantier et avec le site) <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Critère n°2 : Environnement	10 points
Sous-critère n°1 : Garanties apportées en matière de qualité environnementale des matériaux <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Sous-critère n°3 : Garanties apportées en matière de traitement des déchets	5 points

<i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	
Critère n° 3 : Prix	50 points
<i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'Item n°1 de la pièce financière (BPU)</i>	45 points
<i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'Item n°2 de la pièce financière (coefficient de marge de la solution hors bordereau)</i>	5 points

Pour le lot n°13 « Désamiantage et déplombage » :

Le soumissionnaire répond impérativement à tous les critères en explicitant de façon concise ses réponses pour chaque cas pratique énoncé ci-dessous.

Critères	Pondération
Critère n°1 : Technique	55 points
Sous-critère n°1 : Garanties apportés en termes de moyens humains, techniques et administratif pour la réalisation des études des différents marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	10 points
Sous-critère n°2 : Garanties apportées en termes de moyens humains, techniques et administratifs pour la réalisation des travaux des marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	25 points
Sous-critère n°3 : Garanties apportées en termes d'organisation administrative sur toute la durée de l'opération pour respecter les délais des marchés subséquents <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	10 points
Sous-critère n°4 : Garanties apportées pour la prise en compte de la coactivité (au sein du chantier et avec le site) <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Sous-critère n°5 : Garanties apportées en termes de traitement et traçabilité des déchets dangereux (amiante/plomb) <i>Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire dans son CRT</i>	5 points
Critère n°2 : Critère environnemental	5 points
Garantie apportée en matière de traitement et traçabilité des déchets dangereux (amiante/plomb) – 5 points	5 points
Critère n° 2 : Prix	45 Points

Apprécié sur la base d'un DQE masqué	40 points
Apprécié sur la base de la réponse du soumissionnaire à l'item n°2 de la pièce financière (coefficient de marge de la solution hors bordereau)	5 points

La négociation n'est pas possible en procédure d'appel d'offres ouvert.

Les candidats sont donc invités à remettre leur meilleure proposition au stade de la remise des offres.

Article XV PIECES A FOURNIR PAR L'ATTRIBUTAIRE

Le candidat retenu se doit de fournir avant d'être définitivement désigné comme attributaire du marché ou de l'accord cadre, les documents ci-dessous.

La production de ces pièces devra intervenir dans le délai imparti par le CNRS.

Si l'attributaire retenu ne peut présenter les documents mentionnés ci-dessus dans le délai fixé, son offre est rejetée. Le soumissionnaire dont l'offre se situe immédiatement après dans le classement est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

Après signature du marché ou de l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché ou par l'accord cadre.

L'attention du candidat est attirée sur le fait qu'il a la faculté de joindre dès le dépôt de son offre les documents cités ci-dessous. Cette démarche permet notamment de raccourcir les délais de notification du marché.

1. POUR TOUS LES CANDIDATS

- En cas de groupement ayant désigné un mandataire, ce dernier doit fournir un document d'habilitation par les autres membres du groupement, qui précise les conditions de cette habilitation.
- Un RIB
- L'acte d'engagement (ATTRI1) signé s'il ne l'a pas déjà fait lors de la remise de son offre.

2. POUR LES CANDIDATS ETABLIS EN FRANCE

- **Une attestation prouvant qu'elle est à jour de ses obligations fiscales** auprès du Trésor Public (disponibles sur l'espace sécurisé impots.gouv.fr) ;
- **Une attestation d'assurance** permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du CNRS et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-5 du Code du travail, à savoir **une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale** prévue à l'article L. 243-15 **ou attestation de vigilance** émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions **datant de moins de six mois** dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - **Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;**
 - **Ou une carte d'identification** justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;

- **Ou un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle**, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - **Ou un récépissé du dépôt de déclaration** auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Les pièces prévues à l'article D8254-2 du Code du travail, à savoir **la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail** prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié, sa date d'embauche nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
 - Une attestation de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
 - Pour les personnes soumises à l'obligation **d'assurance de responsabilité décennale** prévue à [l'article L. 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).
 - Un certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intérimaires ;

3. POUR LES CANDIDATS ETABLIS A L'ETRANGER

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement :

- La déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail prévu à l'articles R. 1263-12 du code du travail ;
- Les pièces prévues à l'article D8222-7 du Code du travail, à savoir :
 - Un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - Un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article [L. 243-15](#) du code de la sécurité sociale.
 - Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

- Les pièces prévues à l'article D8254-3 et D8254-4 du Code du travail, à savoir détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article [L. 1262-1](#), elle se fait remettre, lors de la conclusion du contrat, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article [D.8254-2](#). Cette liste est adressée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat.
- Pour les personnes soumises à l'obligation **d'assurance de responsabilité décennale** prévue à l'article [L. 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à l'article [L.243-2 du code des assurances](#).

Le CNRS s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Les documents rédigés en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.

Seule la traduction en langue française fait foi.

Article XVI RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

1. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LE CNRS ET LES CANDIDATS

Depuis le 1er janvier 2010, conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, le CNRS attire l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées aux documents de la consultation.

Le mode de communication choisi par le CNRS pour communiquer avec les candidats pendant la consultation est la plateforme de dématérialisation PLACE, dont l'accès est gratuit.

Le CNRS entend utiliser la plateforme pour répondre aux questions qui lui seront posées et pour informer les candidats d'éventuelles modifications ou ajouts aux documents de la consultation. Or, seuls les candidats ayant fourni une adresse valide pourront être avisés de ces événements.

A ce titre, l'adresse électronique du candidat doit être valide et sera utilisée par le CNRS comme l'adresse électronique pour communiquer dans le cadre de la procédure et jusqu'à la fin de celle-ci.

Aussi, il est fortement recommandé aux personnes téléchargeant les documents de la consultation de renseigner sur le site de dématérialisation le formulaire d'identification destiné à permettre de leur transmettre les renseignements complémentaires éventuels, et à s'assurer que les courriels provenant de cette plateforme ne sont pas classés dans la rubrique « spam » de sa messagerie électronique.

Le CNRS décline donc toute responsabilité pour le cas où un candidat non inscrit n'aurait pas eu connaissance d'une modification, quand bien même cette méconnaissance aboutirait au rejet de son offre. Dans le cas de non identification, il appartiendra aux candidats de récupérer, par leurs propres moyens, les informations communiquées.

2. MODIFICATION DES DOCUMENTS REMIS AUX CANDIDATS

➤ Modifications par le candidat

Les candidats n'ont pas à apporter de complément ou de modifications aux documents de la consultation.

➤ Modifications par le CNRS

Le CNRS se réserve le droit d'apporter des modifications aux documents de la consultation. Les candidats devront répondre sur la base des documents modifiés.

Le CNRS informera, via la plateforme de dématérialisation PLACE, tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d'égalité.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction d'une nouvelle date.

3. QUESTIONS DES CANDIDATS

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, la seule voie autorisée est le portail de dématérialisation [PLACE](#) (Plate-forme des achats de l'Etat).

Les réponses sont envoyées aux candidats **six jours** au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.

Les réponses apportées par le CNRS seront envoyées, via la plateforme PLACE, à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents. Aucune réponse ne sera donnée oralement.

En cas d'indisponibilité de la plateforme, les éventuelles questions peuvent être envoyées à l'adresse suivante :

dr01-liste.IFSeM.marches.transverses@cnrs.fr

4. NOTIFICATION

La notification du marché se fera par voie électronique via le profil d'acheteur PLACE.